

Les énergies renouvelables : pour la croissance plus que pour l'écologie

12 février 2018 / Maxime Lerolle (Reporterre)



Que s'agit-il de sauver, la croissance ou le climat ? À entendre le colloque du Syndicat des énergies renouvelables, on comprenait que le chiffre d'affaires et le profit comptent bien plus que l'environnement. Quand le renouvelable sert simplement le capitalisme vert.

« *Accélérons la croissance des énergies renouvelables* » clamait haut et fort le 19^e colloque annuel du Syndicat des Énergies Renouvelables (SER), organisé à l'UNESCO jeudi 8 février. Pourtant, à entendre les dirigeants, les industriels et les élus réciter le credo libéral à la sauce énergies renouvelables, on se demande si un autre titre n'eût pas mieux convenu : « *Accélérons la croissance, grâce aux énergies*

renouvelables ».

Une brève formule du PDG de Direct Énergie, Xavier Caïtucoli, suffit à résumer l'idéologie des invités de la journée : « *La croissance, ça donne le sourire* ». Car des spécificités des énergies renouvelables, finalement, on parle peu. Presque rien sur leur impact – positif et négatif – sur l'environnement. Ce qui importe, c'est le nouveau marché qu'elles représentent, et dans lequel investissent massivement les grandes entreprises les plus polluantes : EDF, Engie, Total, General Electric, Siemens...

The poster features a light blue background with a compass rose graphic in the lower right. The text is arranged as follows:

- 19^{ème} COLLOQUE du SER** (top left)
- ACCELERONS LA CROISSANCE DES ENERGIES RENOUVELABLES** (top center)
- FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE** (below the main title)
- Judi 8 février 2018** and **Maison de l'UNESCO** (bottom left)
- Organisé par :** followed by the **SYNDICAT DES ENERGIES RENOUVELABLES** logo (bottom left)
- A circular portrait of **Nicolas HULOT** (center)
- 18h15 | Remise du Trophée des énergies renouvelables** (bottom right)
- Nicolas HULOT** and **Ministre d'Etat, ministre de la Transition Écologique et Solidaire** (bottom right)
- Informations & Inscriptions : www.colloque-ser.fr** (bottom center)

Sur scène, le gratin des capitaines d'industrie européens fanfaronne. Invités à la deuxième table ronde de la journée, intitulée « *Énergies renouvelables : une ambition industrielle et sociale pour l'Europe* », les dirigeants de Total, Siemens, Dalkia ou encore Direct Énergie égrènent les chiffres d'affaires et le nombre d'emplois créés... Derrière eux, des photos en contre-plongée et grand format, présentent des gigantesques pales et réacteurs d'éoliennes que construit General Electric dans le Nord de la France.

Pour Philippe Rocher, fondateur et directeur du cabinet Metrol et animateur de la table ronde, les énergies renouvelables servent d'abord à « *maximiser les retombées industrielles* ». Autrement dit : on prend les mêmes acteurs que pour les énergies fossiles, et on recommence, en plus vert.

L'idéologie et le vocabulaire restent ceux des énergies fossiles. Le maître-mot demeure : « *la compétitivité* ». Et le deuxième : « *la performance* ». Ainsi, pour Filippo Cimitan, président de la branche française de Siemens Gamesa Renewable Energy, « *il faut viser la création non pas d'un éléphant, mais d'un cheval de course pour répondre aux exigences du marché mondial* ».

Dès lors, à quoi bon des pouvoirs publics dans un marché des énergies renouvelables soumis aux ambitions des industries privées ? La dernière table ronde de la journée, « *Énergies renouvelables : les territoires, premiers acteurs de la transition* », fournit les éléments de réponse. Les deux premiers invités, le député LREM Jean-Charles Colas-Roy et Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, conçoivent l'action publique en matière d'énergies renouvelables comme strictement exécutive. Pécresse défend une intervention autoritaire, grâce à des « *mini-ordonnances sur des projets, pour aller beaucoup plus vite* ». Proposition saluée par force applaudissement de la salle. Colas-Roy louvoie plus, mais son propos demeure sensiblement identique : « *La transition dans les territoires se fera entre les acteurs économiques et les pouvoirs publics* », ces derniers se réduisant aux élus, qui eux-mêmes n'ont d'autre fonction que de « *servir au dialogue avec le gouvernement et le Parlement* ». Soit des courroies de transmission entre l'exécutif présidentiel et les réalités locales.

Quelle place pour les citoyens dans une conception aussi verticale de la politique des énergies renouvelables ? Jean-Charles Colas-Roy détaille le rôle qu'il leur dévolue : « *Avec les habitants, il faut jouer la sensibilisation, pour pallier leur tendance à l'oubli des catastrophes écologiques, et la concertation.* » Par « *concertation* », il faut entendre « *simplification administrative pour accélérer la transition* », un point que partage Valérie Pécresse.

Les trois invités qui suivent ne changent guère la donne. Maryse Etzol, maire de Grand-Bourg (île de Marie-

Galante, Guadeloupe), Jean-Édouard Lemasson, maire de Jullié (Sarthe) et Patrick Sabin, maire d'Escource (Landes) portent tous trois des projets d'énergies renouvelables à l'échelle de communes peu peuplées. Ils intègrent pleinement les « *acteurs endogènes* », comme le dit Patrick Sabin, aux énergies renouvelables. À Jullié, la mairie a organisé un partenariat avec la coopérative agricole de Loué, principal actionnaire des éoliennes municipales. Et à Escource, les citoyens détiennent à 20 % le capital de la Société d'Économie Mixte qui s'occupe des énergies renouvelables. Mais les questions que leur pose Philippe Roger se désintéressent absolument de l'aspect démocratique de ces projets, pour privilégier exclusivement les « *retombées locales* », c'est-à-dire économiques.

Un débat un peu plus tôt dans l'après-midi entre Jean-François Carencio, président de la Commission de Régulation de l'Énergie, et François Brottes, président du Réseau de Transport d'Électricité (RTE), résumait on ne peut mieux la dépolitisation des énergies renouvelables par les agences d'État, se rangeant sans barguigner au service des grandes entreprises. La discussion s'enflamme au sujet de l'autoconsommation et des énergies citoyennes. Jean-François Carencio les accuse de briser l'homogénéité nationale du réseau électrique : « *L'autoconsommation, c'est bien pour réduire l'empreinte écologique, pas pour se méfier du voisin. Il faut d'abord sauver le réseau* ». François Brottes va plus loin, en accusant indirectement les coopératives citoyennes d'élitisme : « *Ceux qui n'ont pas les moyens de pratiquer l'autoconsommation ne doivent pas payer pour ceux qui la pratiquent* ».



Dans une dernière pirouette rhétorique, Carencio renverse la donne, et condamne les énergies citoyennes – jamais directement mentionnées – d'être anti-démocratiques. « *Attention au populisme et au communautarisme énergétiques ! s'emporte-t-il. Je me méfie des 'auto' ceci et cela... On ne peut pas être isolé dans la vie. On ne peut pas sauver la planète en défendant son backyard [jardin privé, NDLR] dans un monde interconnecté. Il nous faut convaincre les citoyens, dans leur Moi personnel, et surtout pas collectif, des vertus de la transition énergétique.* » Gare à qui s'écarte de l'État – et de la croissance !

Lire aussi : [Énergies renouvelables : les citoyens débordent les pouvoirs publics](#)

Source : Maxime Lerolle pour *Reporterre*

Photos : [Compte twitter du SER](#)

- Emplacement : Accueil > Editorial > Info >

- Adresse de cet article :

<https://reporterre.net/Les-energies-renouvelables-pour-la-croissance-plus-que-pour-l-ecologie>